

“La priorité des priorités c’est l’emploi...”

Questions à Alain Bocquet, tête de liste pour les régionales dans le Nord Pas de Calais.



Chantiers : *Quelle est l'originalité de cette liste «l'Humain d'abord !» ?*

Alain Bocquet : C'est une liste anticapitaliste, antilibérale et en même temps rassemblant des forces diverses qui veulent mener ce combat : des élus et des militants communistes de plusieurs sensibilités, des élus et militants du Parti de Gauche en rupture avec le parti socialiste au sujet de leur politique européenne en particulier, des militants de la Gauche Unitaire qui émanent du NPA, des écologistes de gauche.

C'est donc une liste «grand angle» : Chacun restant soi même, si on veut mener des batailles difficiles comme celles qui nous attendent, il faut évidemment se rassembler le plus largement possible.

Dès l'instant qu'on est sur une rupture avec le système capitaliste, chacun à sa manière, on peut être plus fort de cette façon, et c'est important par les temps qui courent alors qu'on nous instaure un bipartisme permettant de maintenir la société telle qu'elle est. Quand la droite est au pouvoir, elle fait descendre l'ascenseur social et démocratique de 15 ou 20 étages... et si la gauche môle revient, pour nous faire remonter d'à peine un étage, dans l'histoire on ne fait donc que régresser ; un exemple frappant pour cette année, ce qu'on nous propose pour la retraite...

Chantiers : *Quel lien fais-tu avec les luttes sociales en cours ?*

Alain Bocquet : La crise est loin d'être terminée. Elle est finie pour les banquiers et les spéculateurs ; eux ils ont réglé leurs problèmes. Ils ont organisé ou utilisé cette crise pour faire en sorte que par Etats interposés, les contribuables renflouent leurs caisses, et maintenant que selon le Figaro le CAC40 redémarre en fanfare, quid des conséquences pour les Etats (la Grèce, le Portugal, etc.), pour les salariés, pour les PME-PMI sous traitants des grands groupes qui vont maintenant payer les pots cassés.

La question, c'est comment faire monter le rassemblement de contestation et d'indignation pour éviter que ce soit aux travailleurs de payer la crise ?

Ils ont tellement insulté dans les têtes idéologiquement qu'on était tous dans le même bateau, que les luttes, les manifestations et les grèves doivent elles aussi aujourd'hui s'amplifier.

Les régionales sont une opportunité pour participer à cette amplification des luttes si on considère le premier tour comme une grande journée d'action et de mobilisation.

Chantiers : *Quelles propositions cette liste peut-elle faire par rapport à la situation de TOTAL Dunkerque par exemple ?*

Alain Bocquet : Pour TOTAL, si j'étais président de région, il y a longtemps que j'aurais convoqué tout le monde dans la plus grande salle de Lille, voire au stade Bollaert, pour mobiliser le plus fortement possible et peser de tout le poids de la région contre la fermeture programmée de TOTAL. Il s'agit d'un groupe qui a fait 120 milliards de profits depuis 2000, encore malgré la crise 8 milliard l'an dernier : j'obligerais le gouvernement à prendre une position immédiate, avec l'appui des syndicats, des associations, des militants de terrain. **C'est inadmissible qu'on ferme une entreprise comme celle-là,**

et c'est loin d'être la seule en France d'ailleurs ! On se retrouvera vraisemblablement bientôt dans un pays sans industrie donc dépendant totalement de l'extérieur.

Chantiers : *Quels éléments du programme mettrais-tu en avant pour inciter les travailleurs et les couches populaires à voter ?*

Alain Bocquet : D'abord l'emploi, le contrôle des fonds publics. On propose un système où les conventions d'aide aux entreprises seraient cosignées par la région, le patron, le CE et les représentants du personnels, et les élus du territoire pour s'assurer que les fonds sont effectivement destinés à créer l'emploi, avec des conditions rigoureuses en ce qui concerne les rémunérations, la formation, les garanties de pérennisation de l'emploi. Ensuite en ce qui concerne la formation, où la région intervient, être plus exigeant en ce qui concerne l'Education Nationale. Notre programme concerne également la santé et la culture où la région a des compétences, même si

la priorité des priorités est l'emploi, le développement économique et la formation. Dans le domaine de la recherche aussi on est en dessous de tout dans la région actuellement : Elle investit 5 à 6 millions tout compris privé public, quand la région PACA investit quatre fois plus par exemple. Il ne faut pas s'étonner qu'on soit les « derniers de la classe » dans tous les domaines vitaux. C'est pourquoi nous avons le projet de nous battre en priorité pour être sur dix ans au niveau des cinq premières régions de France, puisqu'on est la quatrième région en termes de population. Logiquement on devrait être au niveau des PACA, Midi Pyrénées...

La région fonctionne un peu comme une féodalité, inféodée aux décisions de l'Etat, des grandes multinationales et du grand patronat qui gèrent leurs intérêts au niveau local, et surtout inféodée aux directives européennes ! C'est donc ça qu'il faut casser pour avancer !

“En changeant vraiment le système, on peut avancer”

Questions à Valérie Pringuez, syndicaliste et actrice de la récente lutte des PIMKIE, en tête de liste dans le Nord avec Alain Bocquet.

Chantiers : *Peux-tu nous expliquer pourquoi il est important de soutenir la liste unitaire « L'Humain d'abord » menée par Alain Bocquet aux élections régionales ?*

Valérie Pringuez : Il y a deux grandes raisons. D'abord le fait que cette liste réunisse plusieurs partis de gauche, au delà du Front de Gauche lui même puisqu'il s'est élargi depuis les dernières élections.

L'unité est toujours une bonne chose du point de vue politique !

Ensuite, il y a la règle d'or de cette liste : « l'humain d'abord », qui est en relation directe avec ce qui s'est passé par exemple dans ma boîte récemment illicéement de 190 ouvrières de Pimkie Diramode par le groupe Mulliez en janvier 2010).

Mulliez avait soi-disant pour devise «l'homme passe avant le fric», évidemment il a prouvé le contraire. Par contre nous, on va savoir l'appliquer !

Chantiers : *Tu es une dirigeante CGT, très impliquée dans la récente lutte des Pimkie où tu travailles. Comment passe-t-on de la lutte syndicale à la lutte politique ?*

Valérie Pringuez : Je ne suis pas la seule actrice de mouvements sociaux sur la liste. On dit toujours qu'il y a un lien entre les luttes et la politique, et c'est vrai. Moi je l'ai vu sur les piquets de grève avec les différents soutiens politiques justement... A vrai dire, je n'ai jamais été fan des partis politiques, mais quand j'ai vu l'investissement qu'il y a eu dans cette lutte sans intérêt particulier, ce n'était pas de la récupération, ça se sentait. C'était simplement une aide logique à des salariés en galère et qui se retrouvaient à bloquer les sites dans le froid pendant des jours et des nuits...

Chantiers : *En discutant avec des ouvrières de Pimkie sur le système, au delà de la lutte contre Mulliez, on se rend compte qu'il y a la même*



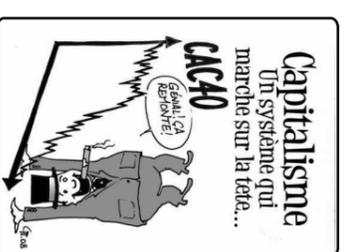
Valérie Pringuez sur le piquet de grève de l'entrepôt de Wasquehal (décembre 2009)

déception vis à vis des patrons et des gouvernants. As-tu entendu aussi ce genre de propos pendant les piquets et qu'en penses-tu toi même ?

Valérie Pringuez : Je pense que la crise financière qu'on traverse et qui a des conséquences aujourd'hui sur l'emploi, vient du système capitaliste lui même, c'est évident.

Les filles, je pense qu'elles s'en rendent compte parce qu'en regardant la télé, en écoutant la radio, elles ne croient plus ce qu'on leur raconte et surtout elles ont conscience que maintenant sans le fric rien ne fonctionne dans cette société. Là dessus je suis évidemment d'accord avec elles. On a à peu près la même vision des choses :

Si on ne change pas notre manière de fonctionner, pas en «moralisant» le capitalisme parce que ça ne marche pas, mais en changeant vraiment le système, on peut avancer.



réellement qu'ils se sont dit que c'était possible

de changer les choses quand on se retrouve ensemble. On leur avait dit depuis longtemps à la CGT, que c'est uniquement tous ensemble qu'on peut faire avancer les choses, que ce n'est pas individuellement que les choses changeront. Mais ça, les ouvrières l'ont finalement découvert réellement. Et peut être que cela aura des conséquences futures sur leur manière de voter par exemple. On trouve toutes les tendances politiques chez les ouvrières de Pimkie, mais j'espère que cette grève peut leur faire dire maintenant qu'on peut changer les choses plus profondément encore si on bataille ensemble. Je leur ai dit souvent «n'oubliez pas ce que vous avez vécu pendant ces trois semaines de grève ! C'est très important !».

Vidéo de l'interview disponible sur notre site rassemblementcommuniste.org